Le Grain de sable

N° 422 – Vendredi 09 mai 2003

attac

ET APRES ?

Dans ce numéro



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Carte des blocages de la région d'Evian durant les mobilisations contre le G8 » - http://www.g8deviant.org/g8/maps/index.html

La guerre en Irak, et après ?

Par Pierre Khalfa

Ce court texte se veut une contribution au débat du séminaire "Responsabilités nouvelles des acteurs de l'altermondialisation" organisé le 5 mai à l'initiative de Transversales, Mouvements et Espaces Marx. Il essaye de pointer les transformations en cours et d'indiquer quelques conséquences pour le mouvement altermondialiste.

Remise en cause du modèle néolibéral

La guerre en Irak et ses conséquences ne doivent pas faire oublier que le capitalisme néolibéral traverse aujourd'hui une triple crise de légitimité. Une crise du modèle d'abord. L'éclatement de la bulle financière et l'effondrement de la nouvelle économie ont détruit de fond en comble le paradigme sur lequel s'était construit la mondialisation libérale : nouvelles technologies, montée continue des cours de la Bourse, ouverture des marchés étaient censées permettre un enrichissement permanent au bénéfice du plus grand nombre. Le réveil a été brutal.

Cette crise du modèle néolibéral se double ensuite d'une crise spécifique du type de développement prôné par les institutions financières internationales. La situation en Argentine et plus globalement dans toute l'Amérique latine, sans même parler de régions totalement laissées pour compte comme en Afrique, a mis en évidence l'échec des politiques d'ajustement structurel et d'un modèle de développement basé sur l'immersion totale dans le marché mondial.

Une crise de gouvernance enfin avec le comportement délictueux des différents acteurs du système néolibéral révélé lors d'affaires touchant des entreprises présentées comme des fleurons capitalisme triomphant.

Ce qui est particulièrement remarquable, c'est que tous les maillons de la chaîne ont été touchés : directions d'entreprises et conseils d'administration, cabinets d'audit et commissaires aux comptes, banques et autorités de tutelle. Tous ont été, sous l'œil bienveillant des autorités gouvernementales, au pire des agents actifs des fraudes, au mieux ont fermé les yeux sur des pratiques, douteuses, certes, mais tellement profitables. La fameuse gouvernance d'entreprise n'a pas résisté à l'appât du gain.

Si cette triple crise n'a pas remis (encore ?) en cause les fondements du capitalisme néolibéral – domination du capital financier basé sur la liberté de circulation totale des capitaux et l'ouverture des marchés -, elle a ouvert au sein des classes dominantes un débat sur une reconfiguration possible de son fonctionnement. Même si ce débat a été éclipsé par la guerre en Irak, il aura d'autant plus de conséquences si, ce qui ne peut être exclu actuellement, le monde s'enfonce dans la récession.

Cette crise de légitimité du capitalisme néolibéral a renforcé la pertinence et la force de la critique du mouvement altermondialiste. Les succès du Forum social européen de Florence et du 3ème Forum social mondial de Porto Alegre attestent que ce mouvement est durablement installé sur la scène politique mondiale et que la période ouverte au milieu des années 90, et qui s'est spectaculairement manifesté à Seattle à la fin de l'année 1999, n'est pas refermée.

Mais les faiblesses du mouvement ne sont pas gommées pour autant. Si ses thèmes ont certes réussi à s'imposer dans le débat public, il n'a pas réussi à peser sur les politiques concrètes menées par les gouvernements et les institutions internationales ni à mettre un coup d'arrêt aux offensives libérales visant à détruire l'Etat social. De même, il peine à apporter des réponses aux problèmes qu'il a lui-même soulevés, sans compter que la question de la guerre en soulève de nouveaux.

Guerre et mondialisation libérale : le nouveau cours des Etats-Unis

La question des rapports entre guerre et capitalisme n'est pas nouvelle. L'analyse "classique" que Jaures a exprimé dans une formule célèbre "Le capitalisme porte la guerre comme la nuée, l'orage", a trouvé sa confirmation dans les deux guerres mondiales. Schématiquement, elle part de l'idée que les conflits entre nations reflètent les conflits entre les différentes bourgeoisies nationales qui s'affrontent pour le partage du monde. Dans ce cadre, le résultat des deux guerres mondiales a abouti à un nouveau partage du monde et à une double hégémonie des Etats-Unis et de l'URSS . Ce partage du monde, basé sur l'équilibre de la terreur nucléaire, pousse à un alignement plus ou moins forcé des pays sous la férule de l'un des deux "Grands". La guerre est expulsée du "centre" et se retrouve à la périphérie, notamment sous la forme de lutte de libération nationale. Mais ces conflits restent globalement sous contrôle des deux "Grands ".

L'effondrement de l'URSS va faire exploser ce verrouillage. Des peuples, tenus depuis des décennies sous le joug, aspirent à retrouver une identité, y compris contre leur voisin immédiat. Mais, dans le même temps l'application des recettes libérales aggrave de façon considérable les problèmes sociaux et le développement de la mondialisation libérale semble remettre en cause une identité et une souveraineté à peine retrouvée, sans compter les pays dont les Etats se dissolvent progressivement sous l'effet de ces processus. Le cocktail s'averra particulièrement explosif dans le cas de l'ex-Yougoslavie, mais il existe aujourd'hui une série "petites guerres" auxquelles les grandes puissances et en premier lieu les Etats-Unis sont mêlées.

Mais ces conflits, pour être extrêmement douloureux pour les peuples qui les subissent, ne troublent pas pour l'essentiel le "grand jeu" entre les grandes puissances dont les affrontements restent régulés dans le cadre des institutions internationales. Si les Etats-Unis ont toujours été défiants par rapport à elles – critiques permanentes de leur efficacité, non paiement de leurs cotisations à l'ONU pendant des années, circonspection lors de la création de l'OMC, etc. -, ces institutions ont globalement servi leurs intérêts. Elles ménageaient cependant un espace où les autres grandes puissances pouvaient faire valoir les leurs et étaient donc un obstacle à une politique réellement impériale.

Faisant suite à l'intervention en Afghanistan, la guerre contre l'Irak illustre un changement de donne. Au-delà de raisons géopolitiques – remodelage du Moyen-Orient, contrôle accru des ressources pétrolières –, ou de la pression du lobby militaro-industriel, il s'agit avant tout, avec cette guerre, d'une tentative de remise en ordre générale du monde par les Etats-Unis résumée par le "Qui n'est pas avec nous est contre nous" de G.W Bush : c'est aux Etats-Unis et à eux seuls de décider ce qui est bon pour le monde et les autres gouvernements doivent s'aligner sur la politique US.

Le nouveau cours prolonge d'une certaine façon l'attitude antérieure des Etats-Unis dont l'objectif majeur a toujours été depuis la seconde guerre mondiale d'affirmer son hégémonie sur le monde. Celle-ci a toujours combiné plusieurs aspects, économique, politique, idéologique, militaire, chacun d'entre eux étant privilégié à un moment donné pour renforcer les autres et conforter l'hégémonie globale. Trois aspects décisifs distinguent cependant le cours actuel de la période antérieure : le caractère idéologique et messianique du nouveau plaidoyer américain qui rompt avec un discours de réal politique, le caractère unilatéral des décisions prises, la survalorisation de l'aspect militaire avec la théorisation de la guerre préventive qui fait de la guerre, ou du moins de sa menace, un axe politique permanent. Il s'agit ici

d'utiliser la suprématie absolue des Etats-Unis sur le plan militaire pour raffermir une autorité pouvant être contestée. En ce sens, les autres grandes puissances ont été la cible collatérale de la guerre en Irak.

Au-delà, reste à élucider les rapports entre ce nouveau cours et le processus de mondialisation libérale. Derrière les troupes US en Irak se cachent certes les multinationales américaines qui vont pouvoir s'emparer du marché local. La mondialisation libérale se caractérise cependant par l'extrême liquidité de capitaux "apatrides" et par un affaiblissement des liens entre l'Etat–nation et les grandes firmes "nationales". Celles-ci ont une stratégie d'emblée mondiale, des intérêts dans le monde entier et des actionnaires dont la nationalité est secondaire. Si elles ne dédaignent pas le cas échéant l'aide de l'Etat pour faire baisser le coût du travail, démanteler les protections sociales ou les aider financièrement à s'installer sur tel ou tel territoire, nous n'en sommes plus au temps où les canonnières des grandes puissances servaient à ouvrir les pays aux marchandises occidentales. La mondialisation libérale n'a probablement pas besoin de bras armé pour s'imposer, l'ouverture des marchés, pratiqué par tous les gouvernements du monde, suffit pour cela. Certes, si des pays remettaient réellement en cause ce processus ou si des mouvements populaires devenaient assez puissants pour le faire, nul doute que l'emploi de la force serait requis pour les remettre au pas. Mais ce n'était pas le cas de l'Irak !

De même, il paraît difficile d'établir un lien causal entre la crise économique actuelle, quels que soient les pronostics que l'on peut faire sur son développement, et le nouveau cours de la politique américaine. Les Etats-Unis ne sont pas intervenus en Irak, poussés par l'impérieuse nécessité de sortir de la crise. Personne n'est aujourd'hui capable de dire si cette guerre va les y enfoncer encore plus ou va au contraire avoir un effet positif. De plus, contrairement aux années 30, la crise actuelle n'a pas entraîné un repli de chaque pays sur lui-même. Un tel processus ne peut être a priori exclu si la crise actuelle se transformait en dépression généralisée. Le signal d'un tel repli pourrait être alors le rapatriement massif des capitaux étrangers placés aux Etats-Unis qui permettent à ce pays de se dispenser de s'appliquer les règles qu'il impose aux autres. Il s'agirait alors d'une rupture historique.

La nouvelle politique américaine n'obéit donc pas à une rationalité qui trouverait ses racines dans l'économique, même si elle peut en tirer évidemment des bénéfices économiques. Il s'agit essentiellement d'un choix politco-idéologique d'une équipe dominée par les néoconservateurs qui s'est saisie de l'attentat terroriste du 11 septembre pour l'imposer. Parmi les voies possibles pour renforcer l'hégémonie américaine, le choix de l'équipe Bush possède une certaine configuration qui n'a pu triompher que grâce des circonstances qui lui ont été favorables.

Un nouveau cours porteur de contradictions

Ce triomphe n'est que momentané et les difficultés sont déjà là, que l'administration américaine va devoir assumer. Ainsi par exemple, l'accent central mis dans discours américain sur la démocratie est certes particulièrement hypocrite quand on se rappelle le comportement des Etats-Unis dans le monde, mais il va rendre plus compliqué la mise en place d'un gouvernement fantoche en Irak, la répression du peuple irakien et plus globalement le soutien américain à des régimes dictatoriaux.

De plus, le développement d'un unilatéralisme hautain dans tous les domaines ne laisse le choix aux autres grandes puissances qu'entre deux attitudes, soit l'alignement, soit le refus. Il est douteux que les autres grands pays capitalistes développés acceptent de sacrifier durablement leurs intérêts à ceux des Etats-Unis en devenant leurs vassaux. La situation irakienne qui a vu un certain nombre de pays refuser le diktat américain risque de se reproduire. Les contradictions "interimpérialistes" risquent donc de prendre une ampleur nouvelle, même si celles-ci ne peuvent se déployer que dans un cadre surdéterminé par l'hégémonie américaine. Enfin, ce comportement arrogant, combiné à l'emploi régulier de la force, ne peut qu'entraîner un rejet massif des orientations américaines dans les opinions publiques dont les manifestations contre la guerre en Irak ont été l'avant-goût.

L'impact de ces contradictions sera d'autant plus fort que des difficultés importantes se manifesteront inévitablement dans la suite des évènements en Irak et que la situation économique interne aux Etats-Unis apparaît très incertaine (déficits commerciaux et budgétaires records, épargne inexistante, etc.). Si la position de l'administration Bush apparaît momentanément renforcée par la rapidité de la victoire militaire, il n'est pas sûr que celle-ci ait les moyens de la transformer en victoire politique durable. Si les circonstances devenaient plus défavorables, le soutien de la classe dominante américaine à l'orientation actuelle serait probablement remis en cause, ce d'autant plus qu'il existe aux Etats-Unis un mouvement antiguerre important. D'où la tentation de fuite en avant que peut receler les menaces à l'encontre d'autres pays comme la Syrie en profitant au maximum de la situation créée par la victoire militaire.

Des problèmes nouveaux

Le mouvement altermondialiste s'est profondément impliqué dans la lutte contre la guerre. Il est fortement symbolique de constater que la date du 15 février, qui a vu la plus grande manifestation mondiale jamais organisée, fut discutée lors de la préparation du premier Forum social européen, actée pour l'Europe lors de l'Assemblée des mouvement sociaux qui a eu lieu à Florence et pour le reste du monde lors du Forum social mondial de Porto Alegre. Dans de nombreux pays, le mouvement altermondialiste a été le fer de

lance des mobilisations antiguerre. Au vu de l'orientation actuelle de l'administration américaine, la lutte contre la guerre restera un thème central de son action dans les mois à venir.

La lutte contre la guerre a fait apparaître la question des alliances que le mouvement que le mouvement peut passer sur cette question. Les convergences avec les gouvernements d'un certain nombre de grandes puissances qui s'opposaient à l'intervention américaine ne posent a priori pas de problème. Ce type de position a permis de mettre en difficulté l'administration américaine en la privant de l'unanimisme qu'elle recherchait, la délégitimant encore un peu plus. Cependant, il faut être attentif à ce que cette situation n'amène pas à passer sous silence un certain nombre de questions, comme la Tchétchènie ou la politique africaine de la France par exemple, sous peine de voir le mouvement altermondialiste être instrumentalisé en apparaissant jouer un "impérialisme" contre un autre.

De plus, la lutte contre la guerre en Irak et l'évolution de la situation sur place posent la question des rapports entre le mouvement altermondialiste et des courants politiques islamistes qui s'opposent à la politique américaine. Cette question est particulièrement complexe car nous devons éviter deux écueils. Le premier consiste à condamner de façon indistincte l'ensemble de ces courants parce qu'ils se réclament de l'Islam. Une telle attitude revient, de fait, à stigmatiser l'Islam en tant que tel et à traiter cette religion de façon différente des autres, la présence dans le mouvement d'organisations se réclamant du christianisme et plus ou moins liées aux églises ne posant, elle, pas de problème. Le second écueil consiste au nom du principe "l'ennemi de mon ennemi est mon ami" à prendre le risque de fermer les yeux sur des projets, comportements ou déclarations totalement opposés aux valeurs démocratiques d'émancipation et d'égalité qui sont celles du mouvement altermondialiste. Ce sont le respect de ces valeurs qui doit avant toute autre considération nous servir de guide.

La situation actuelle fait aussi apparaître des problèmes nouveaux sur le terrain même de activité traditionnelle du mouvement altermondialiste. Celui-ci a toujours critiqué très fortement les institutions internationales. Si toutes ne jouent pas le même rôle, elles fonctionnent globalement au bénéfice des grandes puissances, en particulier de la plus forte d'entre elles, les Etats-Unis. Face au nouveau cours de l'administration américaine qui vise à les marginaliser, elles semblent retrouver un semblant de légitimité dans les opinions publiques.

Ainsi face à aux décisions arbitraires de l'administration américaine en matière commerciale, le recours à l'OMC semble naturel et donne à cet organisme un bien-fondé qui lui été jusqu'à présent refusé. Pourtant l'OMC continue d'être une machine à libéraliser, à détruire les droits sociaux et les normes environnementales. A quand une nouvelle légitimité pour le FMI et la Banque Mondiale ? Le cas de l'ONU est au moins aussi éclairant. Si les textes de base de cette institution sont remarquables , force est de constater qu'ils n'ont jamais été réellement promus par elle et que son fonctionnement est totalement dominé par les membres permanents du Conseil de sécurité. Pire même, les orientations récentes impulsées par son Secrétaire général à travers l'initiative Global Compact visent à promouvoir un “ partenariat ” avec les multinationales dont une des illustration a été le récent sommet de Johannesburg. Pourtant, face la volonté des Etats-Unis de gouverner le monde, le recours à l'ONU semble là aussi s'imposer.

Répondre à ces problèmes nouveaux passe d'abord par un effort de clarification sur un certain nombre de sujets. Si la question de l'OMC semble simple à traiter - des argumentaires solides existent sur ce sujet -, il ne faut pas sous-estimer la force de la propagande libérale qui va se déployer à l'occasion de la rencontre de Cancun au mois de septembre. Le mouvement devra faire preuve à cette occasion de sa capacité à combiner explications sur le fond, mobilisation de masse et réponses à des dossiers concrets.

La question du droit international et de l'ONU est plus complexe à résoudre. Le débat sur le rôle de l'ONU, son fonctionnement, ses orientations doit avoir lieu rapidement. Le recours rituel à la primauté du droit international ne doit pas cacher la faiblesse de l'argumentation : une guerre légale, c'est-à-dire approuvée par le Conseil de sécurité aurait-elle été pour cela une guerre juste ? Si nous ne voulons pas que le refus de l'unilatéralisme américain n'enferme le mouvement altermondialiste dans un légalisme formel ou ne le mette la remorque d'une ONU dominée par les grandes puissances, nous devons être capable d'avancer rapidement des pistes de réformes radicales de cette institution et de préciser les bases d'un droit international basé sur la justice.

De plus, la guerre a fait éclater une fois de plus au grand jour l'incapacité de l'Europe à jouer un rôle déterminant sur la scène internationale et a relancé le débat public sur son avenir. Si le mouvement altermondialiste a clairement conscience que l'Europe actuelle est un vecteur de la mondialisation libérale et a commencé, difficilement et encore imparfaitement, à engager le combat contre les politiques libérales européennes, il peine à définir des orientations alternatives à la construction européenne actuelle. Il est, de plus, peu présent sur le débat institutionnel et peu disert sur le rôle que doit jouer l'Europe dans le monde. Cette situation ne peut plus perdurer sous peine d'être déstabilisé par les offensives de certains gouvernements ou des institutions européennes sur ces terrains.

Une nouvelle phase du mouvement ?

Le mouvement va donc devoir aborder une série de questions inédites qui risquent de le diviser profondément. De la capacité à traiter ces divergences

dépendra l'avenir. Cette question est d'autant plus importante que le mouvement altermondialiste est soumis à une double pression. D'une part, la force du mouvement, son impact dans les opinions publiques, attire à lui de nouveaux acteurs qui veulent s'y s'intégrer. Son hétérogénéité se renforce donc. D'autre part, la nécessité toujours plus pressante d'apporter des réponses alternatives et de construire les mobilisations sociales nécessaires pousse à la recherche d'une certaine homogénéité. C'est l'aptitude à traiter la tension entre ces deux processus qui déterminera le dynamisme du mouvement dans le futur. Les débats autour du rôle du Forum social et de son lien avec "les mouvements sociaux" illustrent les difficultés actuelles .

L'hétérogénéité du mouvement altermondialiste est une force. C'est la preuve que le mouvement occupe un vaste espace politique. Il intègre en son sein des acteurs dont les points d'entrée sont très divers. Cette hétérogénéité, pour ne pas être porteuse d'éclatement et de division, suppose un fonctionnement au consensus dont le mouvement s'est doté quasiment spontanément. Le consensus dont il est question ici se veut être autre chose que le plus petit dénominateur commun et doit être compris comme un processus dynamique. Il se construit dans les débats, ce qui suppose d'avoir le temps de les mener, et essaie de dépasser les positions antagoniques en présence. Il s'appuie sur un cadre politique minimum de référence commun à toutes les forces en présence. Le mouvement a été capable d'incorporer leurs préoccupations dans une problématique générale basée sur deux exigences, le refus de la marchandisation du monde et l'aspiration à une démocratie réelle. Ces deux exigences sont le socle sur lequel le mouvement altermondialiste s'est construit.

Cette volonté d'unité du mouvement altermondialiste, primordiale pour l'avenir, est un enjeu de bataille politique d'autant plus important qu'existe une volonté permanente des gouvernements et des institutions internationales de le diviser entre "modérés" et "radicaux". Maintes fois annoncé depuis Seattle, l'éclatement du mouvement n'a pas eu lieu. Au-delà de l'accord politique fondamental relevé plus haut, une raison explique le maintien de cette unité. Contrairement aux mouvements d'émancipation du passé, le mouvement altermondialiste ne prétend pas au pouvoir, il se situe dans la sphère des contrepouvoirs. Il a pu ainsi éviter un certain nombre de débats stratégiques, dont celui sur "réforme ou révolution", qui ont profondément divisé les mouvements d'émancipation dans le passé. D'où le problème posé par la présence des partis, au-delà même des orientations qu'ils peuvent porter, et la difficulté à penser les rapports avec eux, et plus généralement avec la sphère politique, au-delà du mode de la méfiance. Cette méfiance est d'autant plus importante que le mouvement altermondialiste est obligé de s'en remettre à des partis politiques avec lequel il est en désaccord pour appliquer les propositions dont il est porteur.

Cette recherche du consensus ne fait pas disparaître comme par enchantement la question des rapports de force au sein du mouvement. Le consensus se construit souvent par un accord entre les plus grosses forces présentes dans le mouvement. Il est donc porteur d'un risque de frustration et de marginalisation d'organisations qui peuvent estimer que leur point de vue n'est pas pris en compte. De ce point de vue, la recherche du consensus peut avoir l'effet inverse de celui recherché. Il peut exclure au lieu d'intégrer. Autre effet pervers, qui a pu se manifester dans la préparation du Forum social européen, le développement de pratiques lobbyistes, des mouvements y participant uniquement pour voir leur thème pris en compte avec peu de volonté de s'intégrer dans le processus d'ensemble.

La construction du mouvement altermondialiste est un processus continu dont la permanence est assurée pour le moment par des grands rendez-vous internationaux réguliers. Ces rendez-vous sont certes de nature très différente, mais ils dessinent le profil d'un mouvement d'emblée mondial, qui se construit sur des évènements internationaux, étant ainsi capable de répondre au processus de globalisation capitaliste. C'est cette caractéristique du mouvement qui a fait son succès initial car elle correspondait parfaitement aux transformations en cours. Elle risque cependant de ne pas suffire pour lui faire franchir une étape nouvelle de son développement.

La question essentielle que le mouvement altermondialiste va devoir se poser est celle de son utilité sur la durée. En quoi ce mouvement est-il efficace pour transformer réellement la situation existante ? Le mouvement a d'abord exprimé un refus fondamental de l'état du monde. Ce refus a été et reste fondamental, car il clarifie les enjeux et délimite le camp ennemi. Le problème qui nous avons à résoudre aujourd'hui est moins celui des propositions alternatives – elles existent dans beaucoup de domaines, même si du travail reste à faire -, que celui de la stratégie du mouvement. Comment faire pour focaliser son action sur des cibles qui permettent les mobilisations sociales les plus larges afin de bloquer les projets de régression sociale en cours et d'imposer des solutions alternatives ? Quelle est la place du mouvement syndical, acteur incontournable, dans ce processus ? Comment agir ensemble malgré des divergences non négligeables ? La mise en place de forums sociaux continentaux peut aider à répondre plus concrètement à ces questions. En particulier, le Forum social européen (FSE) peut être le cadre permettant de commencer à les traiter dans la perspective de construction de mobilisations à l'échelle de l'Europe.

Contact pour cet article. khalfa@attac.org

La nausée

Par Eduardo Galeano
Traduction : Eva Ibanez-Lago. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Les bombes intelligentes, qui ont l'air si bêtes, sont pourtant celles qui en savent le plus. Elles ont révélé la vérité sur l'invasion. Alors que Rumsfeld parlait de "bombardements humanitaires", les bombes étripaient des enfants et rasaient des marchés de quartier.

Le pays qui fabrique le plus d'armes et de mensonges au monde méprise la douleur des autres. "Nous ne comptons pas les morts" répondait le général Franks lorsqu'on l'interrogeait sur les dommages collatéraux, terme désignant les civils innocents réduits en morceaux par les bombes

Babylone, la putain de l'Ancien Testament, mérite ce châtiment. Pour ses nombreux péchés et pour ses nombreux puits de pétrole.

Les envahisseurs recherchent des armes de destruction massive qu'ils ont eux-mêmes vendues au dictateur irakien quand l'ennemi était encore ami. Des armes dont la présence était le principal prétexte de l'invasion. Jusqu'ici, que l'on sache, on n'a trouvé que des armes de musée, et dans un combat très inégal.

Mais ces missiles géants que lancent les envahisseurs sont-ils des armes de construction massive ? Ils ont bien sous les yeux des armes toxiques et des armes interdites : ce sont celles qu'ils utilisent. L'uranium appauvri empoisonne l'air et la terre, et les grappes d'acier des bombes à fragmentation tuent et mutilent dans un rayon qui s'étend bien au-delà de leurs cibles.

En 1983, quand les Marines s'emparèrent de l'île de Grenade, l'assemblée des Nations Unies condamna l'invasion par une écrasante majorité. Commentaire respectueux du président Reagan : "Cela n'a absolument pas perturbé mon petit-déjeuner."

Six ans plus tard, ce fut au tour du Panama. Les libérateurs bombardèrent les quartiers les plus pauvres, foudroyèrent des milliers de civils - réduits à 560 par l'histoire officielle – et, depuis la base militaire de Fort Clayton, ils choisirent un nouveau président pour le pays. A une quasi unanimité, le Conseil de Sécurité se prononça contre. Les États-Unis opposèrent leur veto à la résolution et se mirent à préparer leurs prochaines invasions, souvent applaudies par les Nations Unies. Et, si elles les critiquaient, elles s'empressaient ensuite de regarder ailleurs. Et les Nations Unies ont décrété l'embargo international contre l'Irak, qui a fait plus de victimes que la guerre de Bush Père ; plus d'un demi-million d'enfants morts, par manque de nourriture et de médicaments.

Mais voici que, ô surprise !, les Nations Unies ont refusé de participer à la nouvelle boucherie de Bush Fils. Pour éviter que ne se renouvelle cet acte de mauvaise conduite lors des prochaines guerres, je crains qu'il ne faille procéder au décompte des votes du Conseil de Sécurité dans l'État de Floride.

Les premiers missiles n'avaient pas encore fait leur apparition dans le ciel d'Irak qu'on avait déjà organisé le gouvernement d'occupation - gouvernement démocratique entièrement composé de militaires américains -, et qu'on se partageait déjà la dépouille du vaincu. Et on se dispute encore le butin, qui n'est en rien dédaignable : les fabuleux gisements de pétrole, le grand business de la reconstruction de ce que l'invasion a détruit.

Les entreprises qui ont touché le gros lot fêtent leurs conquêtes sur les panneaux d'affichage de la Bourse de New York. C'est d'ailleurs de là qu'on suit le mieux les nouvelles du front. Les indices dansent au rythme de la boucherie humaine.

En 1935, le général Smedley Butler résumait ainsi ses trente années passées comme officier dans les Marines : "J'ai été un bandit à la solde du capitalisme." Il avait ajouté qu'il pouvait donner quelques conseils à Al Capone, car les Marines opéraient sur trois continents tandis que Capone, lui, n'agissait que sur trois districts d'une seule ville.

Et moi, quelle va être ma part ?, se demandent certains membres de la coalition. Mais, quelle coalition ? Les quarante complices de cette mission de libération - quarante, comme dans le conte d'Ali Baba - forment un chœur qui compte bon nombre de dictateurs et de coupables de violations des droits de l'homme. Et d'où est partie la croisade ? Où se trouvent les bases militaires américaines ? Il suffit de regarder la carte : ces monarchies pétrolières inventées par les puissances coloniales ressemblent à des démocraties comme Bush ressemble à Gandhi.

Et nous assistons à l'alliance de deux empires : l'un qui grandit, l'empire d'aujourd'hui, l'autre qui rétrécit, l'empire d'hier. Les autres servent le café et attendent le pourboire.

Cette alliance pour la liberté du pétrole - nationalisé par l'Irak – n'est en rien nouvelle. En 1953, lorsque l'Iran annonçait la nationalisation du pétrole, Washington et Londres ripostaient en organisant, ensemble, un coup d'État. Le monde libre menacé fit couler le sang et le schah Pahlevi, vedette de la presse du cœur, devint le geôlier de l'Iran et le resta pendant un quart de siècle.

En 1965, l'Indonésie annonçait la nationalisation du pétrole. Nouvelle riposte conjointe de la part de Washington et de Londres qui organisèrent un autre coup d'État. Le monde libre menacé installa la dictature du général Suharto sur une montagne de morts - un demi-million au minimum. A chaque arbre se balançait un pendu. Tous communistes, selon Suharto.

Et il continua à tuer. Il avait pris le pli. En 1975, quelques heures après la visite du président Gerald Ford, il envahissait le Timor oriental et assassinait un tiers de sa population. En 1991 il y tuait quelques milliers de personnes de plus. Dix résolutions des Nations Unies obligeaient Suharto à se retirer du Timor Oriental "sans délai". Il continua à faire la sourde oreille. Personne n'a eu l'idée de le bombarder pour autant, et les Nations Unies n'ont pas non plus décrété un embargo universel à l'encontre de l'Indonésie.

En 1994, John Pilger visita le Timor oriental. Où qu'il regardât, champs, montagnes, chemins, partout il voyait des croix. Entièrement couverte de croix, l'île n'était qu'un vaste cimetière. Et de ces massacres, personne ne savait rien.

L'an dernier, Ana Luisa Valdés s'est rendue à Jénine, l'un des camps de réfugiés palestiniens bombardés par Israël. Elle y vit un immense trou, et des morts partout sous les décombres. Le trou de Jénine était aussi grand que celui des Tours jumelles de New York. Mais qui s'en était rendu compte en dehors des survivants qui fouillaient les décombres à la recherche des leurs ? Les tragédies émeuvent le monde proportionnellement à la publicité qui en est faite.

Il y a des journalistes honnêtes, qui racontent la guerre d'Irak telle qu'ils la voient. Certains l'ont payé de leur vie. Mais il existe des journalistes déguisés en soldats - on dirait plutôt des soldats déguisés en journalistes -, qui offrent des versions du conflit adaptées au goût des grandes chaînes de désinformation mondiale.

On bombarde des marchés pleins de monde ? Les bombes sont irakiennes. On tue des civils ? Ce sont des boucliers humains manipulés par le dictateur. Des villes sont assiégées, privées d'eau et de nourriture ? L'invasion est une mission humanitaire. Certaines villes ont résisté plus que prévu ? A la télévision, les redditions sont quotidiennes.

Les envahisseurs sont des héros. Les envahis qui leur font face sont des instruments de la tyrannie : on les accuse de se défendre. La majorité des Américains est convaincue que c'est Saddam Hussein qui a rasé les tours de New York. Elle croit aussi que son président fait ce qu'il fait poussé par l'inspiration divine, pour le bien de l'humanité. Les médias de masse vendent des certitudes, et les certitudes se passent de preuves. Mais le monde en a assez qu'on lui fasse avaler, chaque jour, les couleuvres de ce menu.

Le pays occupé à bombarder les autres pays et qui, depuis des décennies, ne cesse d'infliger à la planète un nombre incalculable de 11 septembre, a proclamé la troisième guerre mondiale éternelle.

Le président qui, grâce à papa, n'est pas allé au Vietnam et qui ne connaît que les guerres d'Hollywood, fait tuer et fait mourir. Pas en notre nom, crient les familles des victimes des tours.

Pas en notre nom, crie l'humanité. Pas en mon nom, crie Dieu.

Pagina12/WEB
Grano de Arena 189 informativo@attac.org

Pillage

Par Robert Fisk
Traduction : Christine Pagnoulle. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Parlons crimes de guerre. Oui, je sais que Saddam en a commis. Qu'il a massacré des innocents, gazé les Kurdes, torturé son propre peuple et – même s'il est vrai que nous avons entretenu les meilleures relations avec ce boucher pendant plus de la moitié de sa carrière – qu'il peut être tenu pour responsable du million de morts qu'a fait la guerre Iran-Irak en 1980-88. Mais pendant que nous nous félicitons d'avoir enfin 'libéré Bagdad, un événement qui se transforme rapidement en cauchemar pour la plupart de ses habitants, le moment ne me semble pas mal choisi pour nous rappeler la façon dont nous avons mené cette guerre idéologique.

Commençons donc par la fin – avec les scènes de pillage et d'anarchie dignes d'Autant en emporte le vent avec lesquelles la population irakienne a choisi de célébrer la "libération" et la "démocratie" dont nous sommes venus leur faire cadeau. C'est à Bassora que ça a commencé bien sûr, avec la scandaleuse réaction britannique à l'orgie de rapine qui s'est emparée de la ville. Notre ministre de la Défense, Geoff Hoon, a énoncé quelques remarques particulièrement débiles sur cette situation déplorable devant la Chambre des Communes en déclarant par exemple que les gens de Bassora ne faisaient que 'libérer' (décidément, on n'en sort pas) leurs biens de l'emprise du parti Baas. Et l'armée britannique a marché comme un seul homme dans pareilles carabistouilles.

Tandis que des films des pillages à Bassora étaient visionnés partout à la surface de la planète, le Lieutenant Colonel Hugh Blackman déclarait sans vergogne au reporter de la BBC que ce n'est pas du tout son boulot d'intervenir. Or il est clair que c'est bel et bien sa responsabilité. Le pillage a droit à une clause de prévention spéciale dans les conventions de Genève, exactement d'ailleurs comme dans la convention de La Haye de 1907 sur laquelle les délégués de Genève ont basé leurs 'règles de la guerre'. Les conventions de Genève de 1949 stipulent que le pillage est interdit et le Colonel Blackman ainsi que M. Hoon devraient jeter un coup d'œil à Crimes de guerre, publié en conjonction avec le département de journalisme de la City University – page 276 est la plus spectaculaire – pour bien comprendre ce que cela signifie.

Quand une puissance occupe le territoire d'un pays tiers, elle devient automatiquement responsable de la protection de ses civils, de leur propriété et de ses institutions. Ainsi les troupes américaines sont devenues automatiquement responsables du conducteur qui a été assassiné pour sa voiture le premier jour de la "libération" de Nasiriyah. Les Américains à Bagdad étaient responsables des ambassades allemande, belge et slovaque qui ont été pillées par des centaines d'Irakiens jeudi, et du centre culturel français, qui a été attaqué, ainsi que de la banque centrale de l'Irak, qui a été mise à feu hier après-midi.

Mais les Anglais et les Américains ont purement et simplement décidé d'ignorer cette notion, toute basée qu'elle soit sur le droit et les conventions internationales. Et c'est nous les journalistes qui le leur avons permis. Nous avons applaudi comme des enfants quand les Américains "ont aidé" les Irakiens à mettre bas la statue de Saddam Hussein devant les caméras de télévision cette semaine, mais nous avons continué à parler de la "libération" de Bagdad comme si une majorité de civils fleurissaient les soldats au lieu de faire la file avec inquiétude aux checkpoints en regardant piller leur capitale.

Nous, journalistes, avions déjà contribué à miner toute moralité dans cette guerre. Prenez, par exemple, le bombardement impitoyable du quartier résidentiel Mansour la semaine dernière. Les armées anglo-américaines – ou la "coalition", comme la BBC s'obstine à appeler les envahisseurs – affirmaient qu'à leur avis, Saddam et ses deux gredins de fils, Qusay and Uday, s'y trouvaient. Ils ont donc bombardé les civils de Mansour et tué au moins 14 innocents, Presque tous d'honnêtes Chrétiens, ce qui devrait interpellé les sentements religieux de MM. Bush et Blair.

Alors on aurait pu s'attendre à ce que le lendemain matin le BBC World Service se demande si le bombardement de civils ne constitue pas en quelque sorte un acte immoral, qui sait, un crime de guerre, quel que vif que soit notre souhait de tuer Saddam. Pensez-vous ! Le présentateur à Londres a décrit le massacre de ces civils innocents comme représentant un 'nouveau développement' dans la guerre pour liquider Saddam - comme s'il était tout à fait normal de tuer des civils, sciemment et de sang froid, pour assassiner notre tyran le plus détesté. Le correspondent de la BBC au Qatar – où les gars du Centcom (jadis QG) se vantaient d'avoir des informations sûres de la présence de Saddam (informations qui se sont avérées erronées) – a eu recours à tout le jargon militaire habituel pour justifier l'injustifiable. La "coalition", a-t-il annoncé, savait qu'elle disposait de "matériel temporellement délicat" – c'est-à-dire qu'ils n'auraient pas le temps de savoir s'ils n'étaient pas en train de tuer des innocents dans la poursuite de leur cause – et que ce "matériel actionnable" (je cite à nouveau cette révoltante dépêche de la BBC) n'était pas "sans risque".

Il a poursuivi en décrivant, sans s'arrêter un instant pour réfléchir aux questions morales en jeu, les bombes d'une tonne utilisées par les Américains pour raser les habitations. Ce sont bien sûr les mêmes que celles déjà utilisées en vain dans les montagnes de Tora Bora quand l'US air force essayait de tuer Oussama ben Laden. Maintenant nous les utilisons, sciemment, contre les fragiles demeures de Bagdadis – de gens que nous jugeons par ailleurs dignes de la "libération" que nous désirons leur offrir – dans l'espoir qu'un pari sur une information fausse va payer.

Les conventions de Genève ont beaucoup à dire sur tout ceci. Elles mentionnent spécifiquement les civils en tant que personnes à protéger, en tant que personnes qui doivent bénéficier de la protection des puissances en guerre même si elles se trouvent en présence des antagonistes armés. La même protection a été exigée pour les civils du Sud Liban quand Israël a lancé son opération "raisins de la colère" en 1996. Ainsi quand un pilote israélien a lancé un missile Hellfire made in USA sur une ambulance, tuant trois enfants et deux femmes, les Israéliens ont prétendu qu'un combattant du Hezbollah se trouvait dans le véhicule. Cela s'est avéré faux. Aussi Israël a été condamné pour massacre de civils dans l'espoir de tuer un combattant ennemi. Maintenant nous faisons exactement la même chose. Et Ariel Sharon doit être heureux. Comment encore critiquer les techniques utilisées par Israël quand des bombes anti-bunker ont été lâchées sur Mansour ?

Ces crimes sont de plus en plus fréquents. Le massacre de plus de 400 civils dans l'abri anti-aérien d'Amariyah à Bagdad pendant la guerre du Golfe 1991 a été effectué dans l'espoir de tuer Saddam. Pourquoi ? Pourquoi ne pouvons-nous pas respecter les règles de la guerre que nous imposons aux autres ? Pourquoi nous, les journalistes - encore et encore, guerre après guerre – sommes-nus complices de cette immoralité en transformant un acte cruel, impitoyable et illégal en un "nouveau développement" ou en "matériel temporellement délicat"?

Les guerres ont pour habitude de transformer des personnes normalement sains d'esprit en chefs de bande, de transformer des journalistes raisonnables en petits colonels d'opérette au gros cou. Mais sûrement nous devrions tous emporter les conventions de Genève avec nous, dans n'importe quelle guerre, et ce petit livre de la City University. Car les seuls qui tireront parti de nos crimes de guerre, ce sera la prochaine génération de Saddam Hussein.

Première publication Znet

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 06-05-2003 >> 13-05-2003

http://attac.org/rdv/index.html

06/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille + Fac Off (Villeneuve d'Ascq)
BELGIQUE BELGIE : http://wb.attac.be/rubrique.php3?id_rubrique=7
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Esbjerg
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Saint Dié + Romorantin + Bastia + Tregunc + Allinges + Lyon + Nantes
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

07/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Grenoble + Paris 15 + Antony + La Rochette + Quimper + Voiron + Paris 10
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Rogaland

08/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Schlierbach
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Beboerhus
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Berlin
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Annecy
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

09/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Dornbirn
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Arras + La Roche sur Yon
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne

10/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Brest + Paris + Lyon + Cergy Pontoise
HELLAS : http://www.attac-hellas.org/Imerolog.htm
Athens

11/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Koln
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + St Quentin La Poterie + Paris

12/05
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + Evreux + Argenteuil + Thionville + Eaubonne + Clisson + Macon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

13/05
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Lille + St Brieuc + Thonon + Concarneau + Chalons en Champagne + Lyon
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne